



DES CONFINEMENTS À DEUX VITESSES

Des repas à plusieurs centaines d'euros cuisinés par des chefs étoilés dans des appartements privés recyclés en restaurants clandestins. Voilà comment le gratin de la bourgeoisie passe son confinement. Des patrons, des magistrats, des officiers de police, mais aussi des politiciens, députés, voire des ministres ou anciens ministres, s'invitent à table, sans masque. À l'image de Brice Hortefeux, pris la main dans le sac, qui clame la bonne foi en faisant mine d'avoir cru à la légalité de ces restaurants sélectifs. Nul n'est censé ignorer la loi... sauf les riches et les puissants !

Des excuses pour les riches

Le reportage de M6 sur ces dîners a quand même semé la panique au gouvernement, craignant qu'un des siens ne soit mis en cause. Il peut souffler : aucun n'a été pris sur le fait, et chacun peut prétendre tout ignorer de ces pratiques illégales... tout en affirmant avoir décliné les invitations !

Même mépris au ministère de l'Enseignement supérieur, où des proches de la ministre Frédérique Vidal ont été filmés dansant sans masque à 22 heures dans la cafétéria du ministère. Mais il ne s'agirait pas d'une « fête », seulement d'un « moment de convivialité »... Le virus fait donc la différence ? Et la ministre de s'emporter contre la « société de délation ». On ne pourrait donc plus jouir librement de ses privilèges !

C'est pourtant la même ministre qui avait justifié la fermeture des universités en janvier par une supposée incapacité des étudiants à respecter les gestes barrières, épinglant « l'étudiant qui prend un café à la pause, un bonbon qui traîne sur la table ».

Des flics pour les pauvres

Pendant que la bourgeoisie échappe aux regards dans ses salons retirés, la police multiplie les interventions contre des restaurants servant derrière le rideau dans les quartiers populaires et disperse, parfois violemment,

les barbecues organisés en plein air entre voisins, comme à Creil ou à Saint-Denis.

Un an après le début de l'épidémie, les restrictions pèsent de plus en plus lourd. Tout le monde en a ras-le-bol, et à raison. Mais cela pèse d'autant plus pour les classes populaires, qui vivent dans des appartements exigus, sans cour ni jardin, et n'ont droit qu'à aller au boulot en prenant les transports en commun bondés.

Ce sont d'ailleurs les mêmes qui subissent de plein fouet la fermeture des écoles, se retrouvant du jour au lendemain sans solution de garde, sans même parler d'organiser l'école à la maison. Il est plus facile de se payer une nounou quand on a de l'argent.

Et toujours le minimum contre l'épidémie

Cette situation est d'autant plus scandaleuse que des solutions contre l'épidémie existent. Mais la vaccination est encore à la traîne, malgré les grands élans de communication du gouvernement. Et les hôpitaux continuent d'être débordés, en particulier les services de réanimation, qui ont dû encore une fois procéder au tri des malades dans les régions les plus touchées. La saturation des hôpitaux entraîne en prime le report de prise en charge des autres soins, avec tous les risques que cela engendre. C'est comme si rien n'avait changé depuis le premier confinement !

En un an, il y aurait pourtant eu le temps de recruter du personnel, d'ouvrir des lits. C'est tout le contraire qui a été fait, avec la poursuite des coupes budgétaires. Le gouvernement a préféré ignorer les avertissements des soignants. Ses largesses financières et plans de relance sont allés aux grandes entreprises et à leurs actionnaires. La santé et la production de vaccins ont reçu la portion congrue. Résultat : la barre des 100 000 morts du Covid va bientôt être franchie.

Le gouvernement dénonce l'irresponsabilité des jeunes et des classes populaires, tout en fermant les yeux sur les banquets des riches. Mais il est le premier responsable de cette situation qui s'éternise, parce que la priorité a été mise à la sauvegarde des profits contre nos vies. Gageons que cela ne dure pas éternellement. Car le déconfinement de nos colères pourrait aussi prendre un coup d'accélérateur.

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Au four et à l'ordi

Au centre financier, c'est soit continuer à s'exposer en venant au boulot, soit travailler à domicile. Et avec le télétravail (pardon, le « *travail à distance* » !) le patron s'invite même à la maison. Nos salles à manger ou nos cuisines devenant une annexe de l'entreprise.

Avec la garde des enfants, certains doivent en plus gérer les bobos, les disputes ou surveiller les cours à la maison (quand le logiciel fonctionne).

Tout cela parce que depuis un an rien n'a été fait, ni au bureau, ni à l'école pour assurer des conditions de travail satisfaisantes.

Réorganisations, basta !

À Paris 15, il y a régulièrement des tournées à découvert par manque de personnel. Et pendant une semaine, des collègues étant testés positifs au Covid ou cas contacts, il y a eu un manque de manutentionnaires sur le quai, faute de volant de remplacement.

Mais si nos conditions de travail sont encore dégradées depuis la crise sanitaire, la direction prévoit des nouvelles suppressions de postes à la prochaine réorganisation, prévue début juillet.

Ce sont plus de 1 000 réorganisations qui sont programmées partout à la distri dans les prochains mois. 1 000 raisons supplémentaires de déconfiner notre colère de d'obliger, tous ensemble, La Poste à remettre ses projets dans un tiroir.

Augmentez nos salaires

La semaine dernière, dans deux arrondissements de Marseille, les facteurs ont fait grève et appelé leurs collègues des autres centres à venir les rejoindre à un rassemblement. Ils demandent que La Poste reconnaisse notre travail pendant l'épidémie et nous verse la prime Macron. Ce qui ne serait que justice.

L'État et la direction de La Poste ont fait de grand discours sur notre activité qui devait continuer, comme si de rien n'était, car « nécessaire à la nation ». Mais pas question de passer à la caisse.

Et si on s'y mettait tous ensemble pour réclamer l'augmentation de nos salaires ? Sans avoir à attendre après toutes ces primes que le patron peut amputer ou supprimer selon son bon vouloir.

Stop chrono

Dans les nouveaux calculs de La Poste, le temps pour distribuer un recommandé est passé de 1mn30s à 1mn12s. Pour ce qui concerne la remise en BAL, selon les gestes, il est indiqué que pour mettre une lettre dans une boîte, il faut... 0 seconde ! Pour 2 à

7 lettres, c'est est 2,8 secondes et au-delà 3,7.

C'est vraiment se moquer du monde !

Nous invitons ceux qui sont à l'origine de cette ânerie à venir nous faire une démonstration. Nous, on tiendra le chronomètre.

Les cancre

Des sénateurs ont pondu un rapport appelant à verser un milliard d'euros supplémentaires à La Poste pour ses missions de service public, à augmenter le prix du timbre rouge et à développer de nouveaux services... Ça ressemble comme deux gouttes d'eau au projet de la direction : ils n'auraient pas copié par hasard ?

Dr House va distribuer le courrier ?

Parmi ses idées de génie, le Sénat propose que les facteurs identifient les personnes en « précarité numérique » ou en « perte d'autonomie » sur leur tournée. Et le salaire de médecin, c'est pour quand ?

La seule crise des milliardaires, c'est celle de la quarantaine !

Le magazine Forbes a révélé son classement des plus grandes fortunes mondiales. Les vingt plus riches de la planète ont réussi l'exploit d'augmenter leur fortune de 62 % en pleine crise sanitaire !

Ils cumulent à eux seuls 1 747,5 milliards de dollars, soit près de 100 millions de fois le Smic net annuel...

Pas de surprise sur les noms des meilleurs élèves (Bezos, Musk, Arnault et Gates), mais des petits nouveaux dans le classement. C'est un fervent opposant à la levée des brevets sur les vaccins qui rafle la 23^e place : Stephan Bancel, PDG du groupe pharmaceutique Moderna ! Compte en banque perso à neuf chiffres... ou vaccin dans le domaine public, il fallait bien choisir !

Serrage de vis annoncé

Bruno Le Maire ressort le fameux 3 % de dette publique, soi-disant à ne pas dépasser. Une mauvaise excuse pour les fermetures de lits dans les hôpitaux avant la crise ou la réforme des retraites que le gouvernement veut poursuivre. Par contre, pour les centaines de milliards versés aux entreprises pendant la pandémie, Le Maire et ses collègues ne voient pas de problème !

Ce n'est pas à nous de payer leur crise !

